

Questions orales

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, ces documents ont été transmis au commissaire à la demande expresse de la commission.

Le député tient-il à compliquer les procédures au criminel en divulguant les documents que la commission a en sa possession? Nous devons attendre que la commission en ait terminé et que l'enquête judiciaire soit parvenue au stade voulu. Le député le sait pertinemment.

Dès le début, nous avons fait preuve d'une grande transparence. Ces documents font des milliers de pages. Nous avons transmis à la commission des documents qu'elle ne savait même pas avoir en sa possession. Elle s'est plainte de ne pas les avoir, puis elle a constaté qu'elle les possédait. Nous avons été très ouverts avec la commission et nous continuerons de l'être parce que, tout comme le député sans doute, nous espérons aller au fond de cette affaire de sécurité. C'est la province qui réglemente cet aspect. Il s'agit d'une commission d'enquête provinciale, et nous tenons à l'aider à tirer des conclusions justes.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Parce que le gouvernement ne sait pas gérer l'économie, la pauvreté est devenue monnaie courante dans toutes les villes canadiennes. En fait, plus de 10 p. 100 de la population de Toronto a été forcée de recourir aux services d'une banque d'alimentation à un moment donné et cela, par suite de pertes d'emplois dues à la récession causée par les conservateurs dans 66 p. 100 des cas.

Vu que la nécessité croissante de compter sur les banques d'alimentation est devenue épidémique et chronique au Canada, quand le gouvernement va-t-il enfin réorienter radicalement sa politique économique afin de redonner aux Canadiens non seulement de l'emploi, mais aussi leur dignité?

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, j'ai lu avec grand intérêt le rapport publié par Statistique Canada qui faisait état de l'excellent bilan de notre gouvernement. Il y était notamment question du revenu familial, et plus particulièrement de celui des femmes.

Les revenus moyens réels se sont accrus de 9 p. 100 entre 1985 et 1990, augmentation qui a touché presque toutes les catégories de familles et toutes les régions. Les revenus des femmes—voilà qui devrait intéresser tout

particulièrement mon ami—sont en train de rattraper ceux des hommes. En effet, leur salaire moyen a augmenté de 11 p. 100, tandis que celui des hommes n'a progressé que de 3 p. 100 entre 1985 et 1990. Les choses s'améliorent, et elles devraient continuer de s'améliorer à mesure que l'économie se rétablira, cette année et l'année prochaine.

Comme le député le sait, l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI prédisent tous que le Canada est le pays du Groupe des Sept qui connaîtra la plus forte croissance cette année et l'an prochain, ce qui revêt une importance énorme du point de vue de la création d'emplois et de la richesse des Canadiens.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, le gouvernement ne comprend tout simplement pas. L'an dernier, plus de 75 millions de livres d'aliments ont été livrées à des Canadiens dans le besoin par des banques d'alimentation. On croirait lire des statistiques sur le tiers monde.

Comment ces Canadiens peuvent-ils entretenir quelque espoir quant au sens des priorités du gouvernement, alors que celui-ci consacre un million de dollars à une tournée d'adieu effectuée par le premier ministre?

Je lance un défi au premier ministre: Son gouvernement versera-t-il un million de dollars à la banque d'alimentation Daily Bread de Toronto, de façon à permettre à cet organisme de fournir 700 000 repas à des Canadiens dans le besoin et à montrer qu'il donne la priorité aux Canadiens plutôt qu'au premier ministre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les gens d'en face commencent à être nerveux. Ils commencent vraiment à donner des signes de nervosité et ils ont bien raison d'être inquiets.

Une voix: Ils n'aiment pas les sondages.

M. Mulroney: Cette question, dans laquelle on ternit l'image du Canada en comparant celui-ci à un pays du tiers monde, est tout à fait déplacée. Nous éprouvons des problèmes, mais le Canada traite tous ses citoyens mieux que ne le fait n'importe quel autre pays au monde. Ne dites pas que vous avez le droit de salir notre pays.

• (1500)

Le ministre a déployé des mesures sans précédent afin d'aider les gens dans le besoin et les enfants. Des milliards de dollars sont dépensés afin d'aider les Canadiens les plus dans le besoin; en fait, le montant de cette aide a été augmenté d'environ 20 p. 100 au cours du dernier mandat.